

Micro-tendu du Président de la République lors de sa visite d'Etat en Chine.

Emmanuel MACRON

Oui, écoutez, je voulais, à l'issue de cette visite d'État, vous rendre compte en quelques mots des avancées que nous avons pu faire. D'abord, remercier évidemment le président Xi Jinping et les autorités chinoises pour leur accueil, pour la quatrième visite d'État que j'ai eu l'occasion ici, avec plusieurs ministres, d'effectuer, qui nous a permis évidemment de signer dans tous les domaines de nombreux contrats, de l'aéronautique à l'agriculture, en passant par la culture, les échanges universitaires, etc. Il y avait beaucoup de sujets qui étaient à l'œuvre, beaucoup de dossiers qui étaient attendus par de nombreuses filières, et donc ça, c'est une bonne chose sur le plan bilatéral. Après, il y avait évidemment plusieurs sujets sur lesquels nous voulions avancer. Le premier, c'est les grands conflits géopolitiques, où on a eu de longues discussions avec le président, à la fois pour la situation dans la région, les équilibres de la région, et évidemment la guerre d'agression russe en Ukraine, où nous avons pu échanger nos vues, nous coordonner, pouvoir aussi préparer les prochaines étapes d'échanges qui seront indispensables, en particulier entre membres permanents du Conseil de sécurité. Et donc, je pense que c'était important que le président entende ce que les Européens sont en train de faire, la manière dont nous voyons une paix robuste et durable, et nous coordonner entre les différentes initiatives. Ensuite, une très longue discussion sur les sujets économiques. J'ai pu expliquer qu'il y avait besoin d'ouvrir ce qu'on a appelé une nouvelle voie de rééquilibrage de ces relations économiques, puisqu'aujourd'hui, il y a une situation qui ne nous paraît pas soutenable et qui a donné lieu, d'ailleurs, on l'a vu ces dernières années, à des tensions, des mesures. Et donc ce rééquilibrage économique, c'est ce sur quoi on va travailler au-delà des accords et des contrats de court terme. Mais c'est vraiment la voie, pour ma part, que je vois comme souhaitable dans la relation, pas simplement sino-française, mais sino-européenne, et ce que nous allons aussi plaider, c'est-à-dire, l'Europe doit faire des réformes et être plus compétitive. C'est le premier pilier de cette stratégie, parce que, clairement, nous ne sommes pas assez compétitifs, et nous le savons, et c'est consensuel chez les Européens. C'est ce que le rapport Draghi ou Letta ont mis en lumière, et l'agenda sur lequel nous travaillons, avec un vrai alignement franco-allemand. La Chine doit consommer davantage. C'est un des points qui expliquent nos déséquilibres. On a une Chine qui a beaucoup investi sur son appareil productif, qui exporte beaucoup après Covid, mais qui ne consomme pas assez, ce qui fait que nos marchés sont des marchés, au fond, de déversement d'une surproduction. Le troisième élément, c'est une ouverture accrue du marché chinois à nos biens et services, qui est indispensable dans la phase que nous entamons. Le quatrième levier, c'est une Europe qui doit accueillir davantage d'investissements directs chinois. Et ça, c'est sans doute un phénomène nouveau. C'est quelque chose que je pousse beaucoup parce que là où nous avons, il y a 20 ou 30 ans, participé à la croissance chinoise par des installations d'entreprises, des transferts de technologies, on doit accepter en Europe d'avoir des installations et des investissements chinois dans des domaines identifiés. C'est ce que l'accord que nous avons signé hier a identifié. Mais dans les batteries, dans le lithium raffiné pour les batteries, dans les éoliennes, on en a comme ça 10 autres, 10 secteurs au total, où on sait qu'il y a vraiment un avantage technologique chinois. On veut encourager ces transferts parce que ça permet aux acteurs chinois d'être dans le cadre de la préférence européenne, de créer de l'emploi et de la valeur chez nous, et donc c'est gagnant-gagnant. Et puis nous voulons mettre fin aux restrictions d'export de part et d'autre. On a vu ces derniers mois des tensions sur les terres rares, sur tel ou tel matériau, et donc nous voulons démanteler vraiment ces restrictions pour pouvoir réussir à pacifier le commerce entre nos deux régions. C'est cet agenda de rééquilibrage qui a alimenté beaucoup de nos discussions et un travail que nous allons mettre en œuvre dans les prochains mois. Et je vais me coordonner avec, évidemment, la Commission européenne, mais mon collègue également et plusieurs autres pour avancer en ce sens. Enfin, nous avons pu, sur les sujets climatiques, sur les échanges humains et universitaires également, avancer sur les coopérations. Et ma présence ici à l'université est un des jalons de ce travail en commun où nous voulons accueillir plus d'étudiants chinois. Et nous voulons aussi avoir plus d'étudiants français qui viennent ici étudier en Chine. Voilà en quelques mots, je pourrai revenir si vous avez des questions, le cœur de ce déplacement.

Journaliste

Lors de votre réunion bilatérale avec Xi Jinping, est-ce que vous avez eu des engagements clairs ? Est-ce que vous avez senti le sentiment chez lui de faire acte de médiation vis-à-vis de Vladimir Poutine ? Est-ce qu'il vous en a parlé ?

Emmanuel MACRON

Il y a un travail qui est engagé par la Chine avec le Brésil dans le cadre de ce qui s'est appelé le groupe des Amis de la paix, qui a un peu plus d'un an et demi, dont d'ailleurs la France est observatrice. Après, il y a des relations aussi particulières entre la Chine et la Russie. Et donc, là-dessus, nous avons échangé en profondeur et en vérité sur tous les points. Et j'ai vu une volonté du président de contribuer à la stabilité, à la paix, et il a pris en compte les arguments que je citais pour les Européens d'avoir une paix robuste et durable, c'est-à-dire qu'il y ait des éléments qui garantissent à l'Ukraine qu'elle ne puisse pas être soumise à de nouvelles agressions. Et donc oui, nous avons avancé, nous avons acté que nos ministres des Affaires étrangères procéderont à un dialogue renforcé dans les prochaines semaines et les prochains mois pour aboutir à un document conjoint.

Journaliste

Est-ce que le président Xi Jinping vous a donné son avis sur la façon dont les Russes voient cette négociation, c'est-à-dire leurs demandes ? Est-ce qu'il est favorable aux demandes russes ou au contraire, est-ce qu'il est prêt à soutenir certaines contre-demands européennes et ukrainiennes ? Et après les révélations du Spiegel, est-ce qu'on n'est pas en pleine rupture de confiance avec les Américains, vu la façon dont ils négocient en fait avec les Russes ? Et que veulent dire certains de vos collègues quand ils ont l'air de considérer que Volodymyr Zelensky est en danger ? Qu'est-ce que ça signifie ?

Emmanuel MACRON

Alors, sur votre premier point, je pense que les demandes russes sont bien connues des Chinois, de nous-mêmes, des Américains. Nous les connaissons. Elles sont claires, elles ont été reflétées dans les discussions d'Istanbul dès 2022, à nouveau dans les échanges qu'il y a pu y avoir récemment. Et c'est aussi pour ça qu'elles ne donnent pas lieu à des accords de paix et qu'au fond, il n'y a pas une volonté, à court terme, russe de paix. On le voit bien, il y a une volonté de reddition ukrainienne, c'est-à-dire qu'ils veulent tous les territoires revendiqués, ils ne veulent aucune garantie de sécurité pour l'Ukraine, ils veulent changer de régime, ils veulent changer la Constitution de l'Ukraine. C'est à peu près ça, les demandes. Elles sont connues, elles sont identifiées. Je note que la Chine, le président chinois a réitéré son attachement à la Charte des Nations unies, laquelle affirme clairement le respect de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale. Là-dessus, on le voit il y a à la fois des demandes qui sont connues, il y a des contraintes. Il y a aussi les principes auxquels nous tenons en tant que membres permanents du Conseil de sécurité. Après, il y a un chemin réaliste. Et donc la question, on le voit au fond depuis le début de cette année 2025. On voit à plusieurs reprises sur l'initiative des États-Unis d'Amérique, on a eu des propositions de paix. La Chine a soutenu ces propositions de paix en disant qu'elle était favorable, comme nous-mêmes. Mais la seule qui ne veut pas la paix, c'est la Russie, parce qu'elle veut tout. Et donc, le réalisme nous conduit à voir qu'aujourd'hui, nous ne sommes pas dans une situation qui ramène la Russie autour de la table. C'est pourquoi nous croyons qu'il faut maintenir l'effort de guerre, poursuivre les pourparlers qui préparent la paix, mais accroître la pression en particulier sur l'économie russe pour conduire cette dernière à revenir à la table des négociations. Dans ce contexte, je pense que vraiment, j'ai vu toutes les rumeurs des derniers jours : l'unité entre les Américains et les Européens sur la question ukrainienne est indispensable. Et je le dis, le redis, le martèle, nous avons besoin de travailler ensemble, nous devons travailler ensemble, nous saluons et nous soutenons les efforts de paix qui sont faits par les États-Unis d'Amérique. Les États-Unis d'Amérique ont besoin des Européens pour mener ces efforts de paix, parce que ça se passe sur le continent européen, que nous sommes les fournisseurs de garanties de sécurité, que nous sommes ceux qui pouvons discuter aussi des sanctions, que nous sommes ceux qui avons dans nos mains les actifs gelés russes, pour ne citer que quelques-uns des exemples, et que c'est par ce partenariat que nous serons efficaces. Et donc pas de défiance, au contraire, de la coopération au service de l'Ukraine, du droit international et de notre sécurité collective. Car il ne faut jamais l'oublier, on parle de la sécurité collective des Européens. Et enfin, je n'ai pas vu les propos que vous citez ou que vous évoquez. Moi, je considère, et il le sait depuis le premier jour, le président Zelensky, le peuple ukrainien, ils sont sous une forte pression, ils sont sous cette menace russe. Et c'est aussi ce qui force mon respect à l'égard du président Zelensky et notre engagement. Ils sont notre premier bouclier. Mais aussi, c'est quelqu'un qui, le premier soir, a choisi de défendre son pays, et il n'a pas fui, et il l'a fait en conscience. Et ça nous donne aussi un devoir, à tous égards. Voilà. Donc nous devons continuer d'avancer.

Journaliste

Pour être précis, est-ce que vous démentez l'expression de trahison qui est citée par nos confrères, et est-ce que vous pensez qu'aujourd'hui, les garanties de sécurité proposées par les Américains sont suffisantes ou pas ?

Emmanuel MACRON

Alors, à ma connaissance, il n'y a pas de garanties de sécurité qui ont été proposées par les Américains. Les garanties de sécurité ont été construites dans le cadre de la coalition des volontaires, en transparence avec les Américains, par la trentaine de pays qui font partie de celle-ci, avec une planification de la régénération de l'armée ukrainienne, puis des forces de réassurance. Les Américains ont ouvert dans les discussions avec nous-mêmes et avec le président Poutine un autre sujet, celui du suivi, de l'observation de la zone de contact, qui est un sujet très délicat, qui ne concerne pas les garanties de sécurité, mais un sujet sur lequel, évidemment, les Américains auront un rôle clé à jouer. Dans le cadre des garanties de sécurité, les chefs d'Etat-major britanniques, français et américains ont eu des échanges ces derniers jours et nous continuons le travail. Il est mené depuis le premier jour en transparence avec les Américains et il continue de se mener avec les Américains, justement parce que nous voulons clarifier la totalité de leurs contributions et de leur participation. Mais nous sommes sur la même ligne en matière des garanties de sécurité. Et c'est aussi pour ça que je pense qu'il ne faut pas céder à quelque agitation ou autre. Il y a un camp de la paix : ce camp de la paix, c'est l'Ukraine, les Européens, les Américains, tous les alliés qui sont dans la coalition des volontaires. Et il y a un pays qui fait la guerre, en fait depuis 2014, de manière accrue depuis février 2022, et qui continue, qui refuse la paix, c'est la Russie. Et je crois qu'il faut rester extrêmement simple et pragmatique dans ce conflit. Et il faut surtout céder à aucun esprit de division entre Européens et entre Américains. Nous avons besoin des États-Unis d'Amérique pour avoir la paix. Les États-Unis d'Amérique ont besoin de nous pour que cette paix soit robuste et durable. Et donc, il n'y a pas de schéma dans lequel la paix durable en Ukraine se fait sans un travail conjoint des Européens, des Américains, des Canadiens, des Australiens, des Japonais, de tous ceux qui sont autour de cette table et qui sont dans cette coalition des volontaires.

Journaliste

Monsieur le Président, une question sur le commerce avec la Chine.

Emmanuel MACRON

Oui.

Journaliste

Est-ce qu'il faut plus de protectionnisme face aux concurrents chinois ? Il y a notamment des constructeurs européens automobiles qui demandent un label Made in Europe.

Emmanuel MACRON

Alors, d'abord, il faut corriger tout ce qui entrave la compétition juste et équitable, et rétablir le même niveau de jeu. C'est exactement ce qu'on a fait sur les véhicules électriques, pas du tout par une méthode brutale, arbitraire, qui aurait été de mettre un tarif aveugle, mais par des enquêtes qui ont regardé, compagnie par compagnie, lesquelles avaient des subventions excessives, qui, en quelque sorte, venaient un peu fausser la juste compétition entre les acteurs. Ça, c'est la première chose que nous faisons. La deuxième que nous allons continuer de faire, et je salue le travail de la Commission européenne et son engagement, sont des mesures de sauvegarde quand tel ou tel secteur est déstabilisé. Pour ce qui est du véhicule automobile, la Commission sortira dans les prochaines semaines ses feuilles de route et son action. Nous, nous soutenons des flexibilités technologiques pour avoir plus de neutralité technologique à 2035 (c'est un peu le fruit de l'accord franco-allemand de la fin de l'été dernier) et une préférence européenne. Pourquoi ? Parce qu'il nous faut garder la base européenne de production. Et c'est vrai pour les constructeurs, c'est vrai aussi pour tous les équipementiers. Et ça n'est pas du tout agressif ou protectionniste. Les Américains et les acteurs du marché nord-américain le font, les Chinois le font. Et donc, on a besoin de garder notre masse musculaire parce que là, le grand risque pour les Européens, c'est une désindustrialisation accélérée. Et en fait, ce qu'on voit ces derniers mois, c'est que cette désindustrialisation s'accélère d'abord parce qu'il y a eu la crise énergétique post-Covid et parce qu'il y a surtout ce surinvestissement chinois, cette compétition parfois déloyale, ces volumes qui arrivent avec un effet dumping et les tarifs américains là-dessus. Et donc, en quelque sorte, cette zone dans laquelle on est (crise énergétique et ses suites, tarifs américains et surcompétition chinoise avec parfois beaucoup de subventions), elle est en train de plonger l'Europe dans une désindustrialisation accélérée. Et donc là, il faut sonner l'alarme. Et moi, je le fais depuis plusieurs mois, on doit sonner l'alarme. Et donc la réponse à ça, c'est qu'on doit protéger les secteurs qui sont bousculés, on doit absolument mettre de la préférence européenne et on doit accélérer l'investissement, compétitivité, simplification, innovation. C'est ça le triangle qu'il faut faire. Ce n'est pas l'un sans l'autre. Et dans le même temps, il faut engager un dialogue positif. C'est un peu cette ère du rééquilibrage que j'évoquais, sino-européenne, avec les six piliers sur lesquels, je revenais tout à l'heure.

Journaliste

Sur les terres rares, est-ce que la situation a été réglée ?

Emmanuel MACRON

Oui, alors d'abord, l'interdiction d'export qui avait été décidée, qui était plutôt vis-à-vis des Américains mais qui nous a touchés, a été levée. Et moi, j'ai dit au président qu'on devait s'engager dans un dialogue où on se donnait de la confiance et de la visibilité mutuellement pour ne pas aller vers des interdictions d'export. La Chine nous dit : « vous avez interdit l'export de certaines machines très sensibles pour produire des semi-conducteurs chez nous. » Ce à quoi elle répond avec de l'interdiction de terres rares ou des licences globales. Je leur dis : « les licences globales d'utilisation de terres rares, ça n'est pas, pour nous, acceptable dans la durée. » Et donc ça, c'est un pilier qu'on doit aujourd'hui, dans le dialogue qu'on lance, absolument regarder en confiance entre Européens et Chinois pour pouvoir se donner de la visibilité et ne pas mettre ces restrictions.

Journaliste

Monsieur le Président, dans ce contexte de tension commerciale, est-ce que l'instabilité budgétaire de la France est un problème ? Est-ce que ça vous affaiblit lorsque vous êtes face à Xi Jinping, par exemple ? Et est-ce qu'il faudrait, à votre avis, utiliser le 49-3 pour adopter un budget et mettre fin à tout cela avant la fin de l'année ?

Emmanuel MACRON

Non, la France est un pays fort, respecté en Chine et ailleurs. Et donc, je vous rassure, nous continuons d'avancer, nous menons de dignes nos diplomaties. Et pour autant, ça ne me conduira pas à faire des remarques sur la politique intérieure.

Journaliste

Monsieur le Président, sur Christophe Gleizes.

Emmanuel MACRON

Merci de me permettre. Je vais prendre votre question, Madame. Merci beaucoup. Je veux ici dire, j'ai eu l'occasion de le faire savoir par mes équipes, mais la très grande préoccupation avec laquelle nous avons pris connaissance du jugement, il est excessif et il est injuste. Monsieur Gleizes, d'ailleurs, a eu l'occasion de s'exprimer, de se défendre, et je souhaite vraiment que les autorités algériennes entendent ce qui a été dit par celui-ci, sa famille, et ce que nous disons aussi aujourd'hui de la nécessité de trouver un chemin à cette situation, de lui permettre de rentrer en France. Et nous, nous agissons comme on l'a fait, avec aussi respect, engagement, et dans un cadre qui n'est pas celui de déclaration médiatique, mais pour trouver des voies et des solutions. Mais j'ai été vraiment extrêmement touché par ce jugement pour lui, pour sa famille, pour l'ensemble de la profession, et je pense que ce n'est pas un bon signal envoyé. Donc il faut absolument qu'on trouve une issue favorable.

Journaliste

Est-ce que cette affaire peut être de nature à gripper la relation entre la France et l'Algérie ?

Emmanuel MACRON

Nous devons continuer d'avancer. Cette relation, elle est exigeante. Elle est faite de demandes importantes. Nous avons engagé sur plusieurs sujets des discussions techniques, mais elle doit avancer. Parce que moi, ce qui m'importe, c'est de trouver des solutions, c'est de trouver une solution pour votre confrère, Monsieur Gleizes, c'est de trouver une solution sur les grands sujets économiques, sécuritaires, migratoires, qui nous touchent de part et d'autre. Et donc moi, je ne suis pas dans l'invective de presse. Et je l'ai déjà dit, je pense que tous ceux qui veulent faire de la question française une question de politique intérieure en Algérie ou la question algérienne une question de politique intérieure en France tirent un but contre leur camp. Enfin, peut-être, c'est des gens qui ne veulent rien faire avancer. Mais moi, ce qui m'importe, c'est qu'on ait des résultats. Et donc, je continuerai de m'engager avec parcimonie, en ne cédant pas aux invectives du moment, avec parfois préoccupation, mais avec toujours exigence et engagement.

Journaliste

Monsieur le Président, une dernière question. Tout autre sujet pour Mandarin TV, la télévision chinoise en France. Le nouvel an chinois, l'année du Cheval approche à grands pas. La fête du printemps est également appelée comme ça. Est-ce que vous pouvez adresser vos vœux aux téléspectateurs de Mandarin TV et plus largement à la communauté chinoise en France ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, merci beaucoup de nous permettre de faire ce petit message. On aura l'occasion de se retrouver pour cette occasion, mais je souhaitais vraiment tous mes vœux de force, de prospérité, d'ambition pour toute la communauté, et puis d'ailleurs à toutes les Chinoises et tous les Chinois qui nous écoutent. Cette année est un peu particulière pour ce qui me concerne, parce que je me sens tout particulièrement touché par cette nouvelle année du Cheval, pour des raisons que vous connaissez bien. Et donc tous mes vœux et une très bonne année.

Journaliste

Merci à vous.

Emmanuel MACRON

Merci Madame.

Journaliste

Monsieur le Président, sur le plan économique, il y a des lettres d'intention mais pas d'accord.

Emmanuel MACRON

Si, il y a eu plusieurs accords qui ont été signés, bien sûr, sur le plan économique aussi, y compris ce matin.

Journaliste

Mais concrètement revenir sur ce déficit commercial abyssal avec la Chine ?

Emmanuel MACRON

Non, on a d'abord des accords dans l'aéronautique, dans les infrastructures, dans l'agroalimentaire qui ont été signés, au-delà des lettres d'intention par nos industriels, encore ce matin d'ailleurs, et qui contribuent à être sur certains postes des postes importants. On défend beaucoup l'agroalimentaire et on a clarifié beaucoup de sujets. On défend l'aéronautique, on en a signé encore ce matin. On défend, comme vous le savez aussi, le cosmétique, notre filière l'importance que ça a. On a défendu notre cognac et les 17 producteurs qu'il faut continuer de défendre pour lesquels le contentieux n'est pas réglé. Néanmoins, ça ne règle pas la totalité, et loin de là, du déficit commercial, qui ne touche pas seulement la France, qui maintenant est avec toute l'Europe. Et aujourd'hui, avec la Chine, c'est 1 000 milliards d'excédents commerciaux. 300 avec les États-Unis, 300 avec l'Europe. Et pour la première fois depuis le début de cette année, c'est un excédent commercial pour les Allemands. C'est aussi pour ça que ça n'est pas soutenable. Et donc c'est aussi pour ça qu'il faut équilibrer par des décisions macroéconomiques, qui sont celles que j'évoquais au début de mon propos. Merci.